

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

29 janvier 2014

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

<b>Genève-Confédération .....</b>	<b>4</b>
Assurance-maladie : oui au projet d'ordonnance sur l'adaptation de structures tarifaires .....	4
Travail du dimanche : une réflexion plus vaste est nécessaire .....	4
<b>Genève .....</b>	<b>6</b>
Avully : quelque 250 logements en perspective.....	6
Projet de modification de la loi sur l'administration des communes .....	6
Election complémentaire d'un membre du conseil d'administration des SIG .....	7
Votation populaire du 18 mai 2014 .....	7
Changements d'élues et d'élus municipaux.....	8
<b>Nomination.....</b>	<b>9</b>
TPG : nouveau directeur général <i>ad interim</i> .....	9
<b>Entrée en vigueur de lois .....</b>	<b>10</b>
<b>Agenda des invitations à la presse .....</b>	<b>17</b>

## **Assurance-maladie : oui au projet d'ordonnance sur l'adaptation de structures tarifaires**

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du projet du Département fédéral de l'intérieur relatif à la [modification de l'ordonnance sur l'adaptation de la structure tarifaire TARMED, du 16 décembre 2013](#), visant à réduire le plus rapidement possible la différence de revenu entre les spécialités techniques et la médecine de premier recours.

La mesure prévoit, dès le 1<sup>er</sup> octobre 2014, l'introduction d'une position additionnelle TARMED d'une valeur de 11 points, facturable uniquement par les médecins de premier recours exerçant en cabinet. En contrepartie, il est prévu de réduire linéairement de 9% les points tarifaires des prestations techniques des chapitres de la structure tarifaire TARMED énumérés en annexe de l'ordonnance.

Le Conseil d'Etat est favorable à la modification proposée. Il sera attentif aux résultats de l'évaluation des effets des adaptations de la structure tarifaire, prévue par l'ordonnance. Ces résultats devraient en confirmer la neutralité financière.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DEAS,  
☎ 022 546 50 26.*

---

## **Travail du dimanche : une réflexion plus vaste est nécessaire**

Le Conseil d'Etat s'est prononcé défavorablement sur le [projet de modification de l'article 25 de l'ordonnance 2 relative à la loi sur le travail \(OLT2\)](#), mis en consultation par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche.

La [loi fédérale sur le travail \(LTr\)](#) consacre une interdiction générale de travailler le dimanche. Certaines catégories d'entreprises sont cependant soumises à des dispositions spéciales et peuvent, sans autorisation particulière, occuper des travailleurs le dimanche. Cela est notamment le cas pour les hôpitaux, les hôtels/restaurants, les entreprises artisanales ou encore les entreprises qui satisfont aux besoins du tourisme. Le projet de modification soumis à consultation propose d'étendre cette dérogation aux centres commerciaux répondant aux besoins du tourisme international.

L'interdiction du travail du dimanche est un principe fondamental de la loi sur le travail et toute modification qui va dans le sens d'une restriction des droits des travailleurs doit être interprétée de manière restrictive. La modification proposée sort du cadre défini par la loi sur le travail et ne possède pas de base légale suffisante pour être introduite dans l'ordonnance. Le Conseil d'Etat se prononce donc contre cette proposition.

*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint chargé de communication, DSE, ☎ 022 32794 12 ou 079 240 83 67.*

## Avully : quelque 250 logements en perspective

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand-Conseil un projet de loi de modification des limites de zones au chemin des Trois-Noyers, à Avully. D'initiative communale, ce projet de loi propose de créer une zone de développement 4B (zone rurale destinée principalement aux maisons d'habitation et pouvant accueillir des activités ne générant pas de nuisances) et une zone sportive. Il porte sur un périmètre situé actuellement en zone agricole, occupé par divers bâtiments communaux (école, salle de sport, service du feu), une villa ainsi qu'un manège et ses annexes.



Le projet permettra de délocaliser le manège, d'implanter des équipements publics et de réaliser quelque 250 logements, sur un secteur qui constitue le principal potentiel à bâtir de la commune.

Les objectifs visés par ce projet de loi permettront un développement modéré du village, conformément au plan directeur de quartier approuvé par le Conseil d'Etat le 15 mai 2013 (voir [point de presse](#)). Ce projet est conforme au [plan directeur cantonal 2030](#), qui confirme la possibilité d'extension du village par une utilisation rationnelle du sol et selon les besoins d'extension de la zone à bâtir.

L'enquête publique ouverte du 30 août au 30 septembre 2013 a donné lieu à deux lettres d'observations. Le Conseil municipal de la commune d'Avully a préavisé favorablement et à l'unanimité ce projet le 14 novembre 2013.

*Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, direction du développement urbain, Rive gauche, office de l'urbanisme, DALE, ☎ 022 546 73 80.*

## Projet de modification de la loi sur l'administration des communes

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur l'administration des communes. Ce projet de loi a pour objectif de modifier la date de référence de l'état de la population pour la fixation par le Conseil d'Etat, avant chaque élection communale générale, du nombre de conseillers municipaux, respectivement de magistrats communaux à élire. Il est prévu que cette date soit fixée au 30 juin de l'année précédant celle des élections communales, alors qu'elle est actuellement au 31 décembre.

L'expérience montre que cette dernière date de référence n'est pas adéquate, dans la mesure où elle ne permet pas de connaître, au moment de l'ouverture des candidatures, le nombre exact de conseillers municipaux, respectivement de magistrats communaux à élire. En outre, il est impossible, pour certaines communes, de définir au moment de l'ouverture des candidatures si l'élection porte sur un conseil administratif ou sur un maire et ses adjoints.

A ces questions s'ajoute un certain nombre de contraintes relatives à la production des statistiques, dont les délais seraient allongés dans le contexte de la mise en œuvre de la [loi fédérale sur l'harmonisation des registres \(LHR\)](#). La statistique cantonale de la population – actuellement établie mensuellement – deviendrait alors trimestrielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

### **Election complémentaire d'un membre du conseil d'administration des SIG**

Le Conseil d'Etat a constaté l'élection par les conseillers municipaux de la circonscription d'Arve et Lac de M. **Marc Michela** en qualité de membre du conseil d'administration des Services industriels de Genève (SIG).

Suite à la démission de M. Patrick Ascheri, membre du conseil d'administration des SIG pour la circonscription d'Arve et Lac, le Conseil d'Etat a fixé la date de l'élection complémentaire pour procéder à son remplacement au lundi 6 janvier 2014 (voir [point de presse du 6 novembre 2013](#)).

Les membres du bureau de dépouillement ont procédé au dépouillement de cette élection le mardi 7 janvier 2014 dans les locaux du service des votations et élections.

Les résultats sont les suivants :

Electeurs inscrits :	252
Votes rentrés :	155
Votes blancs :	0
Votes nuls :	1
Votes valables :	154

Est élu :

- M. Marc Michela par 94 voix.

Obtient des voix :

- M. Christophe Senglet (60 voix).

Le délai de recours à la Chambre administrative de la Cour de justice est de 6 jours ; il court dès le lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

### **Votation populaire du 18 mai 2014**

Le Conseil d'Etat a arrêté les sujets cantonaux qui seront soumis lors de la votation du 18 mai 2014 :

- [l'initiative 146 « Stop aux hausses des tarifs des Transports publics genevois ! »](#) (nouveau scrutin suite à [l'invalidation de la votation populaire du 3 mars 2013](#)) ;

- la loi ouvrant un crédit au titre de subvention d'investissement de 3 129 406 F pour les années 2013 à 2015 pour participer au financement de la construction, sur territoire français, de cinq parcs relais (P+R) d'intérêt transfrontalier, (11115) du 29 août 2013.

Le Conseil fédéral a fixé à la même date une votation fédérale sur :

- l'arrêté fédéral du 19 septembre 2013 concernant les soins médicaux de base (Contre-projet direct à l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille») (FF 2013 6571) ;
- l'initiative populaire du 20 avril 2011 « Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants » (FF 2012 8151) ;
- l'initiative populaire du 23 janvier 2012 « Pour la protection de salaires équitables (Initiative sur les salaires minimums) » (FF 2013 8697) ;
- la loi fédérale du 27 septembre 2013 sur le fonds d'acquisition de l'avion de combat Gripen (Loi sur le fonds Gripen) (FF 2013 6593).

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 31 mars 2014 avant midi.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 09.*

## Changements d'élues et d'élus municipaux

Dans le courant du mois de janvier 2014, le service des votations et élections a effectué huit changements d'élue-e-s municipaux :

- Ville de Genève : MM. Alberto Velasco et Jean-Charles Rielle, démissionnaires de la liste « Les Socialistes », ont été remplacés respectivement par M. **Javier Brandon** et Mme **Corinne Goehner-Da Cruz**.
- Lancy : Mme Maria-Belen Gomez, démissionnaire de la liste « Les Socialistes », a été remplacée par M. **Michel Bellégo**.
- Plan-Les-Ouates : M. Joaquim Barbosa, démissionnaire de la liste « Parti Libéral Radical », a été remplacé par M. **Antoine Rieben**.

Par ailleurs, en l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, quatre élections complémentaires par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) ont eu lieu dans les communes suivantes :

- Vernier : MM. **Rui Oliveira** et **Brice Arduini** ont été élu sans scrutin sur la liste « MCG – Mouvement Citoyens Genevois » suite à la démission de Mme Maria-Pilar Frieder et M. Marc-Paul Frieder.
- Chêne-Bourg : M. **Ivan Ardizzone** a été élu sans scrutin sur la liste « Les Verts » suite à la démission de M. Anouar Belkhodja.
- Thônex : M. **Didier Mayor** a été élu sans scrutin sur la liste « MCG – Mouvement Citoyens Genevois » suite à la démission de M. Christophe Andrié.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 09.*



# Nomination

---

## **TPG : nouveau directeur général *ad interim***

Le Conseil d'Etat a approuvé la nomination de M. Christoph Stucki en qualité de directeur général *ad interim* des Transports publics genevois (TPG), suite à la décision du conseil d'administration du 27 janvier 2014. Ce poste est vacant depuis le 9 janvier dernier. M. Stucki prendra ses fonctions le 3 février prochain, jusqu'à l'entrée en fonction de la/du futur-e directeur/trice général-e de l'entreprise, mais au plus tard jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Agé de 68 ans, M. Stucki est titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Il a été directeur général des TPG de 1980 à 2004. Depuis cette date, il occupe la présidence de la Communauté tarifaire Unireso, tout en menant des activités de conseil d'entreprises.



*Pour toute information complémentaire : M. Luc Barthassat, conseiller d'Etat, DETA, ☎ 022 327 96 01, ou Mme Anita Frei, présidente du conseil d'administration des TPG, ☎ 022 308 31 19.*

# Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 28.11.2013 accordant une aide financière de 10'079'986F au groupe CGN SA pour les années 2014 à 2018 (L11267)</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi du 29.11.2013 sur la Feuille d'avis officielle de la République et canton de Genève (Pour une FAO au service des citoyen-ne-s : transparente, efficace et respectueuse de la sphère privée) (L11069)</a>	Grand Conseil	1 <sup>er</sup> février 2014, sauf l'art. 6, dont l'entrée en vigueur est fixée au 1 <sup>er</sup> février 2017.
<a href="#">Loi du 29.11.2013 modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (A 5 05) (Seuil de matérialité pour la transparence lors de votations) (L11259)</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi du 29.11.2013 accordant une aide financière annuelle monétaire de 250'000F et non monétaire de 30'000F à l'Association la Pâquerette des Champs pour les années 2013 à 2016 (L11169)</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi du 29.11.2013 de bouclage de la loi 10246 ouvrant un crédit d'investissement de 372'700F pour la mise en place d'une gestion électronique documentaire portant sur les factures fournisseurs (L11181)</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi du 29.11.2013 de bouclage de la loi 10414 ouvrant un crédit d'investissement de 539'000F pour l'adaptation de l'outil informatique de l'administration fiscale cantonale à la nouvelle loi de perception (L10039) (L11182)</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).

Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 10429 ouvrant un crédit d'investissement de 1'821'200F destiné à la réalisation d'un système permettant d'exploiter les données de la police à des fins d'analyse stratégique et opérationnelle (L11183)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 10478 ouvrant un crédit d'investissement de 983'338F pour la transformation et les équipements complémentaires de l'office cantonal de la population en vue de l'introduction des documents biométriques (L11184)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 10539 ouvrant un crédit d'investissement de 409'000F pour la réalisation d'une application de gestion des emplois de solidarité (L11185)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 10553 ouvrant un crédit d'investissement de 576'400F pour la mise en œuvre d'un outil de consolidation financière (L11186)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8212 ouvrant un crédit d'investissement de 9'000'000F pour l'acquisition de matériel, de logiciels et des prestations d'accompagnement nécessaires au projet « Fédération CTI » (L11187)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8218 ouvrant un crédit d'investissement de 7'343'775F pour la police nécessaire au projet POLICE2000 "Informatisation du journal et des rapports avec l'intégration des informations dans la base de données" (L11188)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8313 ouvrant un crédit d'investissement de 9'643'000F et de la loi 9420 ouvrant un crédit d'investissement complémentaire de 2'800'000F pour la modernisation du système d'information de l'Office cantonal des personnes âgées (OCPA) (L11189)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).

Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8314 ouvrant un crédit d'investissement de 4'440'000F pour le projet « Système d'information éducation et formation » (L11190)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8315 ouvrant un crédit d'investissement de 4'063'400F pour le projet CALVIN 2 (L11191)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8363 ouvrant un crédit d'investissement de 1'425'000F pour la conduite opérationnelle du personnel de police (L11192)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8479 ouvrant un crédit d'investissement maximal de 25'231'000F pour la fourniture et la mise en œuvre d'une application intégrée de gestion des ressources humaines, de gestion des salaires et d'administration du personnel (L11193)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8599 ouvrant un crédit d'investissement de 500'000F pour le projet « Remplacement du progiciel Gérance » (L11194)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8602 ouvrant un crédit d'investissement de 966'000F pour le système d'information de la santé (L11195)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8617 ouvrant un crédit d'investissement de 5'268'000 F pour le projet de refonte du système d'aide à l'engagement « Dispatch » (L11196)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8713 ouvrant un crédit d'investissement de 26'300'000F pour la modernisation du système d'information de l'administration fiscale cantonale et de la loi 9421 ouvrant un crédit d'investissement de 19'000'000F complémentaire à la loi 8713 (L11197)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).

Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8961 ouvrant un crédit d'investissement de 1'696'000F pour le projet « équipements informatiques mobiles pour l'enseignement secondaire » (L11198)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8963 ouvrant un crédit d'investissement de 306'290F destiné à l'acquisition de matériel et de logiciels informatiques pour les cours d'introduction aux apprenties et apprentis (L11199)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 8964 ouvrant un crédit d'investissement de 1'034'000F pour l'acquisition et l'installation de matériel et logiciels informatiques au CEPTA (L11200)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 9334 ouvrant un crédit d'investissement de 1'400'000F pour l'extension de l'infrastructure bureautique de la Police (L11201)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013, (11202) de boucllement de la loi 9465 ouvrant un crédit d'investissement de 6'849'000F pour la mise en œuvre d'une application commune de gestion des dossiers pour les services du tuteur général et de la protection de la jeunesse (L11202)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 9573 ouvrant un crédit d'investissement de 5'956'000F pour le projet « Refonte du système d'information du service des automobiles et de la navigation » (L11203)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 9581 ouvrant un crédit d'investissement de 180'000F pour la réalisation de la deuxième phase de l'outil de gestion et information des mesures d'insertion (OGIMI) (L11204)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 9594 ouvrant un crédit d'investissement de 852'000F pour la refonte du système d'information de la direction générale de la santé (DGS) (L11205)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).

Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 9668 ouvrant un crédit d'étude de 400'000F pour l'étude technique du système d'information du revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales (L11206)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 9734 ouvrant un crédit d'investissement maximal de 3'940'000F pour la mise en œuvre d'un concept de gestion des liquidités, dit « caisse centralisée » (L11207)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 9815 ouvrant un crédit d'investissement de 405'000F pour le projet de « Remplacement du système VOTA » (L11208)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement de la loi 9906 ouvrant un crédit d'investissement de 249'000F pour la refonte de l'application du service de métrologie et son intégration dans le système d'information de l'office cantonal de l'inspection du commerce (L11210)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013, (11212) de boucllement de la loi 9971 ouvrant un crédit d'investissement de 322'800F pour les outils informatiques permettant de prendre en charge les modifications de la loi sur le tourisme adoptée en votation populaire le 21 mai 2006 (L 9441) (L11212)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 modifiant la loi sur les constructions et les installations diverses (LCI) (L 5 05) (Meilleures distances minimales aux limites en zone 4) (L11220)	Grand Conseil	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Carouge (création d'une zone 4A et d'une zone des bois et forêts au chemin de Pinchat 21) (L11242)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de boucllement du chapitre 1 de la loi 8966 ouvrant un crédit extraordinaire d'investissement de 1'225'000F pour l'acquisition de matériel, de logiciels informatiques et les postes nécessaires au projet « Réforme de la Formation Commerciale de base » (L11213)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).

Loi du 29.11.2013, (11264) ouvrant un crédit d'investissement de 82'122'000F pour la construction de l'école de commerce de Frontenex à Chêne-Bougeries – Genève et pour le transfert des activités sportives du terrain des Fourches (L11264)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 ouvrant un crédit d'étude de 16'500'000F en vue de la réalisation et l'équipement d'un établissement fermé d'exécution de sanctions pénales de 450 places (Etablissement Les Dardelles) sur le site pénitentiaire rive gauche (L11254)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 modifiant la loi d'application du code civil suisse et d'autres lois fédérales en matière civile (LaCC) (E 1 05) (L11248)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 concernant la Fondation de prévoyance en faveur du personnel des Transports publics genevois (LFPTPG) (B 5 40) (L11230)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Loi du 29.11.2013 (11086), modifiant la loi sur les eaux (L 2 05) (L11086)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2015
Loi du 29.11.2013 modifiant la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIF) (K 1 18) (L11224)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 modifiant la loi sur la santé (LS) (K 1 03) (L11173)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de bouclage de la loi 10889 ouvrant un crédit d'investissement de 950'000F pour l'incubation de projets et d'entreprises cleantech et le regroupement de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE), la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT) et l'Office de promotion des industries et des technologies (OPI) (L11215)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 modifiant la loi sur la santé (LS) (K 1 03) (L11216)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 de bouclage de l'article 23 de la loi 9524 ouvrant un crédit d'investissement de 20'000'000F et de l'article 23A de l'article 2 souligné, alinéa 1, de la loi 10459 ouvrant un crédit extraordinaire de 10'000'000F en faveur de la Fondation d'aide aux entreprises (L11217)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).

Loi du 29.11.2013 modifiant la loi instituant la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (LCPEG) (B 5 22) (L11231)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 concernant le traitement et la retraite des magistrats du pouvoir judiciaire (LTRPJ) (E 2 40) (L11226)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> juin 2014
Loi du 29.11.2013 accordant une indemnité annuelle de 23'070'749F à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle pour les années 2013 à 2016 (L11223)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2013 modifiant la loi concernant la Chambre des relations collectives de travail (LCRCT) (J 1 15) (L11296)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 28.11.2013 ouvrant un crédit de 1'900'000F destiné à financer un système de vidéosurveillance (L11140)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> février 2014 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle).

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*



# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
29 janvier 18h00	Lancement du programme d'intégration cantonal (PIC) 2014-2017	Uptown Geneva 2, rue de la Servette	DSE	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49
30 janvier 13h45	Journée mondiale des zones humides 2014 : les dessous d'une réserve naturelle d'importance internationale au cœur de Genève	Jetée des Pâquis entre le quai du Mont-Blanc et le quai Wilson	DETA	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10 Laurent Vallotton ☎ 022 418 63 37
1 <sup>er</sup> février 9h00-13h00	Lancement du projet « Team Genève 2016 »	Stade de Genève Event center	DIP VGe ACG	Olivier Mutter (DIP) ☎ 022 327 94 80 ou 078 817 16 13